

VOTES PROPOSITIONS ET PROJETS DE LOI- SÉANCES PLÉNIÈRES DU JEUDI 9 JUILLET 2026

N° VOTE	INTITULÉ	N° DOC	DISCUSSION	VOTES			
				DÉTAIL DES VOTES NOMINATIFS	OUI	NON	ABSTENTIONS
1	Projet de loi portant exécution du plan d'impulsion I.	56K1550	p. 28 (après-midi)	p. 52 Détail: p. 65	92	20	17
2	Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2024/1226 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 relative à la définition des infractions pénales et des sanctions en cas de violation des mesures restrictives de l'Union et modifiant la directive (UE) 2018/1673 et autres dispositions.	56K1600	p. 39 (après-midi)	p. 52 Détail: p. 65	98	11	26
40	Projet de loi portant réforme de l'impôt des personnes physiques.	56K1243	p. 41 (après-midi) p. 1 (soir)	p. 60 Détail: p. 90	76	32	27
41	Projet de loi transposant la directive (UE) 2023/2225 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 relative aux contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 2008/48/CE et modifiant certaines dispositions du Code de droit économique.	56K1531	p. 34 (soir)	p. 60 Détail: p. 90	108	0	26
42	Projet de loi transposant la directive (UE) 2023/2673 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 modifiant la directive 2011/83/UE en ce qui concerne les contrats de services financiers conclus à distance et abrogeant la directive 2002/65/CE et modifiant le Code de droit économique et la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.	56K1532	p. 37 (soir)	p. 61 Détail: p. 91	109	0	26

43	Projet de loi transposant la directive (UE) 2024/825 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant les directives 2005/29/CE et 2011/83/UE pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition verte grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et grâce à une meilleure information.	56K1552	p. 38 (soir)	p. 61 Détail: p. 92	128	0	7
	Proposition de loi modifiant le Code de droit économique, visant à lutter contre le greenwashing.	56K0224					
44	Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 2022 renforçant le cadre applicable aux provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires pour la gestion du combustible usé et pour la gestion des déchets opérationnels et abrogeant partiellement et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion de matières fissiles irradiées dans ces centrales nucléaires.	56K1604	p. 42 (soir)	p. 62 Détail: p. 92	101	32	1